

le prolétaire

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste;

* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance;

* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Le numéro

SEPTEMBRE 1968 - 6^{me} ANNEE - N° 57

Le Prolétaire

0,50 F - 5 F.B.

Abonnement de soutien

10 F. 100 F.B.

B. P. 375 - MARSEILLE-Colbert

Abonnement annuel

5 F. 50 F.B.

C.C.P. 2202-22 - Marseille

AMERIQUE DU SUD, ASIE DU SUD-EST, MOYEN-ORIENT, "DEMOCRATIES POPULAIRES"...

Au Vietnam comme en Tchécoslovaquie, les impérialismes américain et russe, concurrents mais complices, défendent leur sphère d'influence

DOUZE ans après l'écrasement sanglant de l'insurrection de Budapest, les chars russes ont envahi une autre démocratie populaire, la Tchécoslovaquie. Pourquoi ?

Examinons les justifications officielles des Russes. Les troupes du Pacte de Varsovie sont-elles venues à la rescousse des « éléments sains » du parti communiste et du gouvernement tchécoslovaques ? Mais alors, pourquoi ceux-ci se sont-ils évanouis comme par enchantement et pourquoi Malik, à l'O.N.U., n'a-t-il pas été capable de citer le nom d'un seul d'entre eux ? Ces troupes ont-elles accouru pour étouffer dans l'œuf un « complot contre-révolutionnaire favorisé par la politique droitiste du Dubcek » ? Mais alors, comment expliquer que les Russes renvoient à la tête du pays, après les négociations de Moscou, exactement les mêmes hommes, qu'ils avaient du reste commencé par arrêter : pour qu'ils préparent de nouveaux « complots » ? Les Russes sont-ils venus « sauver le socialisme » menacé par la politique tchécoslovaque de « libéralisation » ?

Entendons-nous sur les mots. Comme dans tous les pays de l'Est, une crise profonde a contraint l'Etat tchécoslovaque à abandonner les méthodes de gestion économique que par souci de brièveté nous appellerons « stalinienne ». Autonomie des entreprises, libre décision sur le réinvestissement du

profit par ces mêmes entreprises, liberté commerciale, concurrence, rationalisation, en un mot *rentabilité à tout prix* : voilà quel était le credo ouvertement capitaliste de la libéralisation économique tchécoslovaque. Serait-ce là le grand crime qu'il fallait expier ? Allons donc ! Ce faisant, les Tchécoslovaques imitaient simplement, en allant peut-être plus vite que leur modèle, comme le leur permettait leur appareil productif qualitativement plus avancé, la réforme russe de la gestion des entreprises. Si le Tchèque Ota Sik chante les louanges du profit... socialiste, le Russe Liberman a entonné le couplet avant lui. Alors, les Russes se seront peut-être effrayés de cette liberté de la presse récemment octroyée en Tchécoslovaquie, du « dégel » intellectuel comme disent nos démocrates et auront craint la contagion ? Ainsi, après quarante deux années de « socialisme » dans la seule Russie et une bonne vingtaine dans les démocraties populaires, celui-ci serait encore si chétif, sa supériorité sur le régime d'exploitation capitaliste si peu évidente qu'il tremblerait devant l'arme terrible du stylo des journalistes !

On le voit, aucun de ces explications ne tient littéralement debout. Il n'en reste donc qu'une : *la Russie a dû recourir à l'intervention militaire pour maintenir de vive force dans sa sphère d'influence éco-*

nomique, militaire, politique et diplomatique une nation plus faible qui tentait d'en sortir. En langage clair, il n'y a qu'un seul mot pour désigner une telle action : **IMPERIALISME.**

Même pour un pays impérialiste, le recours à de tels moyens aux conséquences proches et lointaines nécessairement graves, suppose un danger pressant. La Tchécoslovaquie menaçait-elle vraiment de prendre ses distances à l'égard de Moscou ? Oui, le processus était déjà engagé et aurait pris une forme évidente à plus ou moins long terme. Il suffit pour s'en convaincre de considérer les déclarations de divers ministres définissant la politique de l'équipe Dubcek et vantant, par exemple, « l'attitude réaliste adoptée par certains hommes politiques d'Allemagne occidentale » (Hajek, ministre des Affaires étrangères) et surtout préconisant l'intensification des relations économiques avec l'Europe de l'Ouest (c'est-à-dire essentiellement la République fédérale allemande) et appelant les capitaux occidentaux à s'investir en Tchécoslovaquie. Voilà sans doute le crime de lèse-socialisme que les Russes ont voulu punir ? Pas du tout, puisqu'ils font exactement la même chose eux-mêmes, achetant en Italie, en France, en Allemagne, des usines entières, (Fiat à Togliatti ou Renault à Moskvitch, par exemple), recourant au crédit international et allant même jusqu'à ouvrir aux firmes américaines les colonnes

de leurs journaux pour qu'elles y fassent leur publicité. L'ouverture économique avant tout - des démocraties populaires vers l'Ouest, qui est réelle, ne saurait donc constituer un crime à l'égard du « socialisme » à la sauce moscovite, mais c'est sans doute un crime impardonnable, aux yeux des hommes d'Etat russes, à l'égard des intérêts nationaux russes. Le capital occidental, si bien accueilli en U.R.S.S., ne doit pas pénétrer directement dans les autres pays du « bloc », la Russie se réservant le rôle fructueux d'intermédiaire.

L'impérialisme russe n'avait-il donc pas d'autre moyen de faire respecter les frontières de ses « chasses gardées » impériales que la pression militaire ? Non justement. De toute façon, le monde bourgeois, mimé par des antagonismes insurmontables, armé jusqu'aux dents, est régi par la force, et là où la force économique et financière est insuffisante, les armes doivent parler, comme au Vietnam où la puissance du dollar ne parvient pas à tout régler. (La force bourgeoise se complète toujours de la répugnance hypocrite bourgeoise : n'a-t-on pas vu le sanglant Johnson verser ses larmes de crocodile sur le sort des malheureux Tchécoslovaques ?) A plus forte raison les armes doivent-elles parler du côté de l'impérialisme russe qui n'a pas pour lui la puissance financière du dollar, qui s'est taillé un empire démesuré sous la botte de ses armées au cours de la guerre impérialiste de 1939-45

pendant laquelle il a eu successivement pour allié l'Allemagne nazie (pacte germano-soviétique grâce auquel il s'est adjugé une partie de la Pologne) et le super-impérialisme américain avec lequel il s'est reparté les sphères d'influence en Europe à la fin de la guerre.

Cet « empire » russe est fragile dans la mesure où la Russie, malgré toutes les vantardises chrouchtcheviennes, est partie perdante dans la concurrence inter-impérialiste pudiquement baptisée « compétition pacifique ». Elle ne peut donc investir massivement dans les démocraties populaires, puisqu'elle manque elle-même de capitaux, et celles-ci tournent irrésistiblement leur regard vers l'Ouest. Tel est le sens profond de la « libéralisation » tchécoslovaque dans laquelle certains, décidément bien myopes, voient on ne sait quel renouveau du socialisme... Dans ce domaine, l'ennemi principal des Russes

La "troisième force" s'aligne sur le Kremlin

Après la Corée du Nord et le Vietnam du Nord, Cuba, par la voix autorisée de Castro, vient de se ranger aux côtés de Moscou dans l'affaire tchécoslovaque.

Ainsi finissent de s'évanouir les espoirs que certains (trotskystes en tête) avaient mis dans une troisième force ("Ni Moscou ni Pékin") se composant précisément de ces trois pays. Pour croire en cette possibilité il fallait beaucoup de naïveté et beaucoup d'ignorance ; il fallait penser que la rupture sino-soviétique résultait de divergences "idéologiques" et donc ignorer ses bases économiques ; surtout, il fallait identifier le mouvement ouvrier à un groupe quelconque d'Etats nationaux et ignorer que la contre-révolution n'a laissé nulle part trace d'un pouvoir prolétarien. Coréens, Vietnamiens et Cubains sont d'authentiques patriotes, rien de plus et rien de moins, et comme tous les patriotes ils s'intéressent exclusivement à leur patrie : d'où leur servile approbation de l'invasion effectuée par leur tuteur russe, qui achète leur sucre ou leur livre des armes. Le communisme n'a rien à voir dans cette galère !

est évidemment l'Allemagne fédérale non parce qu'elle animée de l'esprit de revanche militaire mais parce que l'impétueux dynamisme de son capital lui impose de rechercher des débouchés là où le concurrent américain lui en laisse la possibilité : dans l'Europe de l'Est, justement. L'invasion russe se trouve ainsi ramenée à ses véritables dimensions : un épisode de la crise aiguë que prépare à nouveau l'accumulation du capital et la concurrence inter-impérialiste qu'elle engendre.

Les Russes arriveront-ils à leurs fins, sauveront-ils leur « empire » miné dans ses fondements ? Ils peuvent obtenir Suite en page 2

Impérialisme, Démocratisme et Communisme

Les démocrates s'indignent. Une fois de plus une grande puissance viole le sacro-saint principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Les Russes sont cyniques, sans principes, nous dit-on. Ils peuvent, avec les Américains, partager les stigmates de l'ignominie. O Ciel que la vertu est belle et que, par Dieu, de Gaulle est émouvant ; le pape aussi ! Certes, autrefois, la France a eu des colonies... C'était autrefois.

Quelle bourgeoisie nationale peut se vanter d'avoir toujours respecté le sacro-saint principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat ? Quelle est la bourgeoisie nationale qui ne considère pas qu'il n'y a dans le fond qu'un seul sol sacré, celui de sa patrie ?

Nous laisserons à d'autres les vertueuses jérémiades. Au P.S.U. par exemple, ou à ces messieurs des P.C. occidentaux. Nous savons que nulle frontière n'est inviolable et nous sommes d'ailleurs prêts à violer toutes les frontières du monde, si cela peut nous faire avancer vers notre but : les communistes se proposent d'abolir les frontières et les nations et nous n'avons aucun respect particulier pour le corps des douaniers. Pourquoi les communistes se lieraient-ils pieds et mains au nom d'un principe bourgeois que les bourgeois eux-mêmes n'ont jamais respecté ?

Alors, nous dira-t-on, les Russes ont agi en communistes conséquents en envahissant la Tchécoslovaquie ? Pas le moins du monde, mais il nous a semblé nécessaire de balayer d'abord devant notre porte en nous délimitant le plus nettement possible du camp des démocrates-patriotes, au premier rang desquels figure le P.C.F. Venons-en maintenant aux Russes.

Lénine a toujours mis à la base de la politique intérieure et extérieure de la Russie des Soviets et de la lutte révolutionnaire de l'Internationale communiste le principe suivant : « Comment concevoir l'internationalisme ? Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation. Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite "grande" doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie » (Notes sur la question nationale, décembre 1922, œuvres complètes, Tome 36).

Mais alors, nous dira-t-on encore, Lénine était une sorte de paladin des petites nations opprimées, un défenseur de l'idée nationale ? Cela, seul le crétinisme démocratique peut le penser. Ce qui anime Lénine, comme tout communiste digne de ce nom, dans cette question, c'est la recherche des conditions réelles, pratiques de l'internationalisme prolétarien qui n'est pas pour lui une figure de rhétorique pour discours dominicaux ou résolutions stéréotypées de comités

centraux ou non, mais la réalisation effective d'une unité de lutte des prolétaires par-dessus les frontières nationales qui les séparent, d'une unité de classe dans la lutte pour la révolution communiste, internationaliste et internationale par nature. Ce que veut l'Etat prolétarien de Russie dans ces années lointaines, c'est, entre autres, la fusion du prolétariat de l'ancien empire russe par-dessus les barrières nationales, — barrières nationales que l'oppression tsariste avait évidemment renforcées en développant, comme c'est naturel, le nationalisme des petits peuples enfermés dans la prison tsariste. Et pour que cet internationalisme puisse se développer, pour que les barrières nationales, redoutable obstacle sur la voie du communisme, soient abattues par les minorités nationales elles-mêmes et non par la force militaire de la "grande" nation russe, il fallait que l'Etat prolétarien traite ces petites nations de manière telle qu'on ne puisse le confondre en aucune manière avec l'ancien Etat oppresseur. La révolution communiste qui émancipera la classe ouvrière du joug du salariat, émancipera du même coup l'humanité tout entière des formes secondaires d'oppression, au rang desquelles figure en bonne place l'oppression nationale.

Voilà le fondement de la position de Lénine et une des raisons de sa rupture politique, en 1922, avec Staline qui s'était conduit à l'égard de la Géorgie comme les Brejnev l'aujourd'hui à l'égard de la Tchécoslovaquie : comme un « brutal argousin grand-russe » selon le mot de Lénine lui-même.

En lançant ses chars et ses avions sur la petite Tchécoslovaquie, la Russie n'avait, quant à elle, qu'un but en tête : défendre ses intérêts de grande puissance impérialiste. Qu'une telle invasion exaspère encore le nationalisme de petite puissance de la Tchécoslovaquie que le joug sous lequel sont maintenues les "démocraties populaires" avait suffisamment entretenu dans cette nation fragile déjà traumatisée par l'occupation nazie, voilà le cadet des soucis des hommes d'Etat du Kremlin. Eux, c'est la sphère d'influence qui les intéresse, le butin, les intérêts supérieurs de la Grande Russie. Car eux, ce sont des nationalistes et rien d'autre.

Le fossé infranchissable entre leur position et celle de Lénine a une cause bien claire : la contre-révolution "stalinienne" qui a renversé la dictature du prolétariat en Russie et érigé sur ses ruines un Etat national comme les autres. Comme le vôtre, Messieurs les démocrates qui vous indignez si fort !

LE DÉLIRE DE L'AUTOGESTION

Il n'y a pas lieu de s'étonner de la faveur rencontrée par le mot d'ordre de l'autogestion auprès de la « révolution de mai ». Il escamote les véritables problèmes des rapports sociaux, il réalise l'unanimité des tendances les plus disparates : il convenait donc parfaitement à un mouvement surtout préoccupé, en matière d'armement théorique, de se donner une formule « révolutionnaire » d'accès facile et d'usage immédiat.

Il est toujours pénible de détruire des illusions

En matière de critique théorique on ne peut éviter de remonter à la source. C'est à juste titre que les anarchistes revendiquent la paternité de l'autogestion. Ce concept leur appartient en propre dans la mesure où la prétention d'émanciper la classe ouvrière en supprimant le patron relève de la même démarche intellectuelle que l'ambition de libérer la société de ses servitudes de classe par la simple destruction du pouvoir d'Etat existant. Pour l'anarchisme, en effet, tout système d'autorité, toute existence de privilèges sociaux n'est qu'une « croissance » malfaisante imposée artificiellement à une société naturellement libre et spontanément capable, si on l'en délivre, de s'organiser harmonieusement au mieux des intérêts de chacun de ses membres. Si l'exploitation capitaliste de la force de travail, ce n'était rien d'autre que l'existence parasitaire d'une classe de patrons ou de technocrates libres de prélever la part qu'ils désirent du produit social et d'imposer, sauf résistance des exploités, les conditions de travail qu'ils ne déterminent qu'en fonction de leur rapacité, alors la suppression des patrons ou des directeurs d'entreprises serait effectivement le secret du socialisme.

Malheureusement pour les anarchistes et pour l'autogestion, le capitalisme est quelque chose de bien plus complexe... et de bien plus solide. Il y a plus d'un siècle que Marx, à ce propos, tournait en dérision cette vision idyllique chère au bon vieux Proudhon. Qu'on nous permette ici de rappeler un « point philosophique » d'une grande importance pour l'intelligence des mécanismes profonds de la société moderne et la définition des moyens propres à l'abattre. Ce que le matérialiste Marx reprochait au matérialisme classique, au matérialisme bourgeois, au matérialisme des anarchistes, c'était l'incapacité ou le refus de concevoir l'activité même de l'espèce humaine comme facteur matériel influant sur le comportement des hommes. Marx lui opposait un matérialisme dialectique qui intégrait dans l'ensemble des facteurs déterminant la vie sociale et ses luttes internes les activités collectives des hommes, les formes et superstructures qu'elle avait engendrées, les rapports de production successifs qui s'étaient imposés à l'humanité comme autant d'étapes nécessaires de son développement. Traduite en termes de programme politique du prolétariat cette conception implique la nécessité pour la révolution, de ne pas se borner à la simple élimination des superstructures existantes, mais à poursuivre la destruction des rapports de production dont elles sont l'expression.

Ce qui s'applique à la superstructure suprême de la société de classe, à l'Etat central, s'applique encore d'avantage à ces « micro-structures » que sont les directions d'entreprise. En termes plus directs : le socialisme ce n'est pas l'expropriation de ces fractions de capital dont disposent les directions d'entreprises, c'est l'abolition du capital au travers de la destruction des rapports de production. Or l'autogestion c'est et ne peut être que l'abolition de la propriété patronale des entreprises et la gestion de ces entreprises par leurs salariés ; mais la gestion des entreprises existantes dans le cadre des rapports de production existants.

La grande question qui se pose au prolétariat révolutionnaire c'est de déterminer à quel niveau peut être porté le premier coup efficace aux rapports capitalistes de production. Le marxisme a répondu depuis longtemps. Il s'agit d'atteindre ces rapports là où leur existence est cruciale pour le capitalisme : là où ils engendrent directement le capital. Il ne s'agit donc pas de « gérer » les rapports actuels qui créent du capital, mais d'abolir leur fondement : le salariat. Comme cette abolition ne peut s'effectuer par la restitution intégrale à chaque salarié de sa part personnelle du produit total, ce qui ramènerait la société en arrière et rendrait impossible un mode de répartition du produit supérieur à celui que réalise actuellement le

système du marché, il ne peut s'agir que de transformer le surproduit, aujourd'hui profit capitaliste, en produit social, au sens le plus profond du terme.

Cette répartition du produit social qui, selon la formule fameuse, doit s'effectuer non pas en fonction des capacités de chacun, mais en fonction de ses besoins, exige de la nouvelle organisation issue de la révolution qu'elle soit capable de comptabiliser et faire circuler au moins autant de produits qu'il en était précédemment réparti par le mécanisme du marché, qu'elle dispose de circuits économiques au moins aussi vastes, qu'elle planifie la production à une échelle au moins aussi large, en un mot au moins à l'échelle nationale, à l'échelle de l'Etat prolétarien. C'est à ce niveau seulement que peut être détruite la fonction de capital du surproduit, et non à l'échelle du patron d'entreprise qui, contraint à l'investissement d'une masse toujours plus grande du profit, n'en conserve pour lui qu'une part, peut-être individuellement considérable, mais dérisoire si on s'avise de la partager entre les salariés de son entreprise.

Si nous avons dû procéder à ce long rappel des exigences centralistes de la destruction révolutionnaire du capitalisme, ce n'est nullement pour ressusciter la vieille polémique contre les anarchistes qui ont dû moins le mérite d'afficher ouvertement leur culte de la « liberté » et leur ignorance de la dictature des lois économiques, mais pour nous en prendre, sur le sujet d'actualité de l'autogestion, à un mouvement dont les membres, tout en faisant profession de marxisme, bâtissent subrepticement leur théorie de « socialisme moderne » sur d'identiques superstitions. Il s'agit des groupes trotskystes sur la critique desquels une récente prise de position « autogestionnaire » nous incite à revenir.

Utilisant un article signé Pablo : « L'autogestion comme mot d'ordre d'action », publié dans le périodique trotskyste « sous le drapeau du socialisme » (n° 45 ; juin-juillet 1968) nous relèverons tout de suite une formule aussi édifiante que concise : « Le mot d'ordre de l'autogestion - écrit l'auteur - a la particularité d'être à la fois un mot d'ordre transitoire et un mot d'ordre carrément socialiste » (souligné dans le texte).

A part une brève allusion à « un mode de rémunération selon le travail fourni » - lointaine réminiscence de la critique du programme de Gotha - l'auteur n'est pas prolix quant aux critères économiques de son « socialisme réellement démocratique autogestionnaire ». Du moins nous fixe-t-il tout de suite sur ses critères politiques lorsqu'il reproche à d'autres tendances trotskystes leur trop grand attachement à la « tradition bolchevique », « essentiellement étatiste et centraliste » et précise que « bâtir une société socialiste autogérée à tous les niveaux et dans tous les domaines présuppose une conception de l'Etat, du Parti, des Syndicats fort différente de celle soit-disant « léniniste ». Il s'agit donc bien d'une conception anti-centraliste, exactement opposée à celle que nous avons définie plus haut comme indispensable à la première atteinte possible aux lois du capitalisme. Son contenu confirme d'ailleurs le caractère quasi-libertaire d'une théorie qui se fonde bien davantage sur l'initiative et la volonté des hommes que sur l'action rigoureusement adéquate à la nature des

généreuses. On n'épargnera pourtant pas celles des « contestataires » sur ce point. D'abord parce qu'il est le reflet d'une confusion idéologique peut-être plus pernicieuse que celle qu'engendrent le réformisme et l'opportunisme traditionnels. Ensuite parce qu'il nous faut aider cette première prémisse de réveil de classe que constitue mai-juin 1968 à dépasser le plus rapidement possible son stade initial, nécessairement et excusablement utopiste.

phénomènes économiques et sociaux à vaincre.

Après la victoire révolutionnaire, le rôle des institutions créées consiste, selon Pablo, à « aider la classe (ouvrière) à se déproléta- riser culturellement, économiquement, fonctionnellement et à jouer de plus en plus pleinement son rôle en tant que classe dirigeante ». Pablo insiste sur cette nécessité « dès le début », « d'aider culturellement les travailleurs à gérer effectivement leur société ». S'agit-il là de la réduction massive de la journée de travail qui, selon Marx, doit permettre aux ouvriers d'appréhender d'autres métiers, de préparer par une rotation croissante des tâches l'acquisition de la division du travail qui est indispensable au socialisme ? La terminologie utilisée par Pablo nous autorise à en douter. « Aider culturellement », écrit-il. Or la seule culture existante c'est la culture bourgeoise et lorsqu'on pourra parler de culture socialiste les problèmes de la phase transitoire auront été depuis longtemps résolus. Il ne peut donc s'agir que de la culture technique actuelle, indispensable pour gérer les entreprises telles qu'elles sont aujourd'hui. Autrement dit la générale formule « culturelle » cache la réalité sordide d'un « socialisme » qui n'entend nullement, comme condition préalable de sa propre réalisation, détruire ces catégories capitalistes qui ont nom « compétitivité », « investissement », « rentabilité », dans lesquelles se meuvent ces entreprises et qui leur dictent des lois autrement sévères que l'arbitraire patronal. Autre terme suspect : « déproléta- riser les travailleurs » qui ne peut avoir que deux sens. Ou bien la promotion sociale chère aux bourgeois, qui « déproléta- rise » effectivement un petit nombre de salariés privilégiés. Ou bien l'abolition des classes par la dictature du prolétariat qui n'est « classe dirigeante » que pour procéder à son auto-destruction. Mais cette seconde conception suppose l'intervention centralisée énergique que Pablo condamne par hypothèse et qui exige bien davantage l'usage de la violence révolutionnaire que la culture... quelle qu'elle soit ! Que le « socialisme » pabliste soit d'ailleurs parfaitement conforme au concept anarchiste critiqué plus haut, qu'il se soucie plus de « liberté » et de « démocratie » que des catégories maudites du capital, dont le rôle despotique n'est même pas effleuré dans tout l'article, l'auteur nous le confirme d'une façon concise mais irréfutable. « L'autogestion dans la société transitoire du capitalisme au socialisme - écrit-il en conclusion - doit nécessairement s'articuler adéquatement d'un côté avec le Plan, et de l'autre avec le Marché » (souligné par nous).

Tout mouvement se définit par son but ; tout mot d'ordre immédiat par l'objectif final qu'il prépare. Il serait logique de penser que, dans la formule de Pablo, c'est le premier terme qui se justifie par le second : l'autogestion, mot d'ordre transitoire parce que déjà « carrément socialiste ». En réalité tous les « mots d'ordre transitoires » du trotskysme se sont implantés dans ce mouvement en vertu d'une démarche exactement inverse et nous aurons l'impudence de croire que l'autogestion ne fait pas exception. C'est parce que cette formule pouvait sans trop de difficulté se greffer sur des mouvements comme celui de mai-juin que ses mérites « socialistes » se voient intempestivement reconnus et que les « pablistes », à l'égard des autres tendances trotskystes, peuvent se targuer d'avoir les premiers milité dans la bonne voie autogestionnaire.

Les travailleurs occupent les usines, dit en substance Pablo, qu'ils commencent donc à les gérer, ce sera le début d'un « double pouvoir ». Pour lui répondre nous ne ferons appel qu'à une seule référence historique, mais elle est de taille. 1919-1920 en Italie, en pleine montée révolutionnaire internationale, les ouvriers occupent en masse les usines, « gérant », veillant sur les stocks, interdisant tout gaspillage. Il n'en résultera aucun succès révolutionnaire parce que personne,

TCHÉCOSLOVAQUIE

(suite de la page 1)

un répit, tout au plus, car le choc a été si fort, comparé à celui de l'intervention en Hongrie, qu'une « opération Kadar », pourtant certainement projetée par les Russes, n'a pu être mise sur pieds et que déjà des répercussions se font sentir ailleurs, en Pologne et surtout en Hongrie, tandis que la Yougoslavie, la Roumanie et bien entendu la Chine volent de ? (èè — m — m — mmm — leurs propres ailes. Nous assistons donc à la première scène d'un drame mondial. L'équilibre né du dernier massacre impé-

de la concurrence universelle des nations capitalistes de l'Est comme de l'Ouest.

Et le socialisme, qu'a-t-il à voir dans cette affaire ? Il n'est pas plus du côté des chars russes que du libéralisme des Dubcek, Svoboda ou Cernik. La contre-révolution mondiale dont l'agent national fut Staline a anéanti en Russie, depuis fort longtemps, tout vestige de la grande révolution d'Octobre. C'est le capitalisme russe, l'Etat impérialiste russe, l'armée nationale russe qui ont été les parrains du protectorat russe en Europe centrale. Le drame, pour le prolétariat mon-

Voie française ou voix de Moscou ?

Le P.C.F. apparaissait de plus en plus comme le mariage de la carpe et du lapin ; ne proclamait-il pas d'une part la possibilité d'une voie française originale, démocratique et parlementaire bien entendu, vers le socialisme, et d'autre part son indéfectible attachement au « bloc socialiste » ?

Or, de deux choses l'une : ou bien le P.C.F. entre tout à fait dans le concert démocratique, ce qui exige le sacrifice du soutien incondicional à Moscou, ou bien ce soutien le renferme dans son « ghetto », annulant l'acquis de longues années occupées à acquérir une solide respectabilité parlementaire et ministérielle. La nécessité du choix est apparue à propos des événements de Tchécoslovaquie. Le précédent de 1956 en Hongrie ne permettait aucune illusion sur le résultat d'une approbation de l'intervention militaire russe, aussi exprima-t-il sa « surprise et sa réprobation ». Mais ce faisant, le P.C.F. perd le dernier attribut qui le différenciait, formellement tout au moins, des S.F.I.O. et consorts : il montre aux yeux de tous que sa position nationale, de parti français, de « parti comme les autres » selon l'heureuse expression du Monde, passe avant une quelconque fidélité envers le bloc soi-disant socialiste.

L'important, au-delà de l'alignement du P.C.F. sur l'ensemble des partis parlementaires « progressistes », est que l'abandon de cet internationalisme de carton-pâte (au service d'un Etat qui prouve une fois de plus sa nature impérialiste) le prive d'un argument envers sa base ouvrière. C'est en effet au nom du soi-disant socialisme russe, au nom du bloc socialiste fraternellement uni, que ses dirigeants justifiaient toutes les trahisons, toutes les alliances... Maintenant le P.C.F. acquiert une sorte d'émancipation politique : il ne peut plus se cacher derrière le gros tuteur russe pour fuir ses responsabilités. Ses actes apparaîtront désormais dans leur nudité complète, il ne pourra brandir « l'internationalisme prolétarien » comme excuse ignoble aux ignobles tripotages nationaux, puisqu'il s'en est affranchi une fois, précisément sous la poussée de facteurs nationaux (et non sous le coup d'une indignation morale !).

La « francisation » du P.C.F. est irrémédiable et ira s'accroissant puisque le suivisme à l'égard de Moscou entre en conflit avec l'arrivisme national qui est la substance même de ce parti. Le P.C.F. peut brandir le drapeau tricolore, il a bien mérité de la France ! Mais les prolétaires qui, eux, n'ont pas de patrie, ramasseront le drapeau rouge (et non le tricolore tchécoslovaque !) et lui rendront sa vraie signification internationaliste.

rialiste est ébranlé, le temps de l'expansion « pacifique » s'achève, les illusions se dissipent : la crise et la guerre se profilent à nouveau nettement sur le fond

LE PROLETAIRE

a déjà publié plusieurs articles sur la crise des « démocraties populaires » et, plus généralement, sur la concurrence inter-impérialiste en Europe. Voir en particulier :

« A l'Est rien de nouveau », N. 34, juillet-août 1966 ; « Hymnes au capital en Tchécoslovaquie », N. 35 et 37, sept. 66 et novembre 66 ; « La crise allemande », N. 38, déc. 66 ; « La crise du bloc socialiste », N. 54, mai 68.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1968

LISTE N° 7

Jean, 5 ; Jean-Pierre, 30 ; Claude, 10 ; Catherine, 6,50 ; Jeanne-Marie, 5 ; Marie-Pierre, 2 ; Alice, 10 ; Roland, 10 ; Annie, 10 ; Boris, 10 ; Gérard, 10 ; Jean, 10 ; Bernard, 5 ; l'union publique Paris, 169 ; Barbieri, 10 ; Mario, 10 ; Monti, 20 ; Vateria, 20 ; En souvenir d'Ottorino, 20,60 ; Paris, 10 ; Mario, 10 ; Coiffeur, 10 ; Cecchino, 10 ; Georges, G. 50 ; Paris, 255,60 ; Lucien, 20 ; Patton, 50 ; Soutien Michel, 15 ; Arthur, 10 ; Alfred, 10 ; Vincent, 10 ; Antoine, 10 ; Alain, 10 ; A bas les grises, 10 ; Renée, 20 ; Georges, 20 ; Pataro salue les camarades, 100 ; Piccino, 30 ; C., 5 ; X., 2 ; P.S., 1 ; Total liste N° 7 1.046,70 Total précédent 6.465,18 Total général 7.511,88

Nos camarades d'Italie publient désormais, en plus du journal bi-mensuel « Il programma comunista », un journal mensuel de lutte syndicale :

IL SINDACATO ROSSO

qui sera le véhicule des positions communistes dans la lutte quotidienne des prolétaires d'Italie. Le prolétaire salue chaleureusement ce dernier-né de la presse internationale de notre Parti.

(Abonnement annuel : 5 F ; abonnement combiné « Il programma comunista » et « Il sindacato rosso » : 20 F. Commandes au « Prolétaire »).

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 49 (décembre 1967) inclus.

Prix : 40 F. (y compris les frais d'expédition)

La « planification démocratique », arme du capital

Depuis que Staline, suivi dans une grande mesure par les trotskystes, a voulu identifier " planification " et " socialisme ", l'idée de la planification économique n'a cessé de faire des progrès dans le monde entier. Un observateur superficiel pourrait voir là un résultat de la fameuse " émulation " : émerveillés par les grandioses réalisations de la planification russe, les autres pays se rallieraient progressivement aux méthodes " soviétiques ".

Mais la réalité ne suit pas les petits schémas de l'idéalisme philistin. Si la plupart des pays se lancent aujourd'hui dans la planification, avec plus ou moins de prudence et d'hésitation, cela n'est

dû ni à la vertu exemplaire de l'économie russe (pour qui, d'ailleurs, celle des U. S. A. représente toujours l'idéal à poursuivre) ni à la force de persuasion de l'idée de planification. Ce sont les lois d'airain de la production capitaliste, c'est le développement et la survie même du capitalisme qui exigent de plus en plus impérieusement cette concentration et cette organisation du capital à l'échelle nationale et même supra-nationale. Si le slogan " Planification " est tellement à la mode, c'est parce que toutes les classes intéressées à la sauvegarde du capitalisme prennent plus ou moins clairement conscience de cette nécessité ; elle devient si évidente que

tous les partis, qui sous une forme, qui sous une autre, la reconnaissent.

On entend pourtant dans ce chœur de planificateurs des voix discordantes. C'est que contre la planification " autoritaire " certains se font les chantres d'une planification " démocratique ". Ils forment une troupe nombreuse et hétéroclite, dont l'éventail va des gens qui veulent seulement défendre démocratiquement leurs intérêts contre les rigueurs de la planification à ceux qui présentent la " planification démocratique " comme une étape sur la voie au socialisme.

C'est de cette planification démocrati-

que qui, sous ses différentes formes est présentée aujourd'hui comme une panacée au prolétariat, que nous allons surtout nous occuper ici. Mais auparavant il nous faut rappeler les caractères généraux de la planification capitaliste, son origine, sa nécessité, ses succès et ses effets. Ceci nous permettra de comprendre ce que représente la revendication d'une planification démocratique et de définir le contenu de classe de ce mot d'ordre. A cet ultime défense de la bourgeoisie, contre la crise et contre le prolétariat, nous opposerons le programme révolutionnaire immédiat dans les pays capitalistes développés, la planification dictatorial de l'Etat prolétarien.

LA PLANIFICATION CAPITALISTE

Nous avons rappelé souvent que la tendance à la concentration de plus en plus poussée du capital, la tendance au capitalisme d'Etat, n'était pas un « fait nouveau », mais que le marxisme l'avait prévue à partir des lois générales du développement capitaliste ; et qu'en même temps le marxisme avait montré que cette concentration, à quelque degré qu'elle puisse être poussée, loin de lever l'anarchie et les contradictions de l'économie capitaliste, ne faisait que les porter à un niveau plus élevé et les rendre plus explosives.

Cette vue d'ensemble du développement du capitalisme, seul le Parti du prolétariat pouvait l'acquiescer, car elle implique la prévision de la mise à mort violente du capitalisme.

Pour le bourgeois, chef d'entreprise, banquier, économiste, bonze réformiste ou homme d'Etat, les lois générales du capitalisme ne se manifestent que comme des contraintes contingentes et, le plus souvent, comme des nécessités imposées par la concurrence. Ceci est vrai non seulement pour le petit patron (courtisé et défendu par le P. C. F.), mais aussi pour les « patrons » des trusts et de ces grandes « entreprises » que sont les Etats capitalistes.

En effet, si aujourd'hui l'Etat est obligé de diriger de plus en plus directement toutes les activités, il serait faux de croire qu'il s'agit là d'une fonction « nouvelle ». En plus de son rôle d'organe d'oppression de classe, l'Etat bourgeois a toujours eu pour tâche de coordonner et de défendre les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie nationale, aussi bien contre les autres classes que contre les autres nations. Car si la révolution bourgeoise a bien formé les nations comme unités de production, ce n'est pas comme unités repliées sur elles-mêmes (ce qu'étaient en gros les unités féodales), mais comme unités par rapport au marché mondial, comme unités d'embalage antagonistes.

Au siècle dernier l'importance de ce rôle de l'Etat a pu rester en partie cachée par suite du niveau relativement faible de la production. Il s'ensuivait, en effet, d'une part que le capitalisme ne pouvait bouleverser que progressivement les formes de production et les structures sociales, et d'autre part que les premières nations bourgeoises se trouvaient devant un marché mondial en formation et, pour ainsi dire, ouvert.

Dans ces conditions, l'Etat n'intervenait que peu de façon directe dans l'économie ; il protégeait le marché intérieur en formation par les barrières douanières, il assurait la défense et la diffusion de la production nationale sur le marché mondial par des moyens diplomatiques aussi bien que militaires. Mais, bien que dans cette phase son rôle essentiel ait été de garantir le libre jeu du capitalisme naissant en détruisant les entraves à l'expropriation, à l'exploitation, à la généralisation du mode capitaliste de production, toutes choses alors favorisées par la concurrence presque individuelle des petits capitaux, l'Etat a dû

rôle de dirigeant économique : par exemple par la taxation de prix dans certaines périodes critiques, la législation du travail, la promotion de certaines branches industrielles ou le développement des voies de communication qui étaient indispensables à la formation du marché, mais exigeaient une mise de capital considérable.

Il est tout à fait normal, d'ailleurs, que le caractère « dirigiste » d'un Etat capitaliste ait été d'autant plus prononcé qu'il se développait tard, et se heurtait plus violemment à la concurrence des capitalismes déjà anciens. Il suffirait à cet égard de comparer l'histoire de l'Angleterre, celle de la France et de l'Allemagne.

Ceci explique que les Etats bourgeois qui se forment aujourd'hui, face à la concurrence des grandes puissances capitalistes, ne peuvent essayer de développer leur capitalisme national qu'en étant très « dirigistes » en économie, et donc « totalitaires » en politique.

Entre temps, les Etats capitalistes déjà développés ont dû et doivent renoncer de plus en plus au « libéralisme » qui y a existé à des degrés divers. C'est que la libre concurrence des petits capitaux a produit non seulement une énorme accumulation de capital et un développement formidable des forces productives, mais aussi la concentration et la dépersonnalisation du capital ; c'est qu'en même temps le développement du capitalisme dans le monde entier a rendu plus âpre la lutte sur les marchés nationaux aussi bien que sur le marché mondial.

C'est une erreur grossière et naïve de croire que la concentration du capital, la formation des cartels, des trusts, « privés » ou « étatiques », supprime la concurrence. Elle ne fait que la dépersonnaliser, la porter à une plus grande échelle et, par là, lui donner un caractère beaucoup plus violent. La concurrence entre des propriétaires de petits capitaux a conduit à la formation de grandes unités de capital anonyme, gérées par des « administrateurs » ; mais la concurrence continue, non seulement entre ces vastes unités, mais dans leur sein même.

S'il est parfois possible, en effet, dans une grande entreprise complexe, de freiner temporairement cette concurrence interne, elle finit toujours par s'imposer, et ce d'autant plus que l'entreprise est plus grande ; à la fois à cause du développement nécessairement inégal et de la rentabilité différente des divers secteurs, qu'à cause de la concurrence croissante qu'elle rencontre à l'extérieur. Et ainsi s'impose à ses préteurs la loi absolue du dieu Capital : il faut qu'il se multiplie au maximum. Une fraction de capital qui se multiplie moins qu'une autre dépérit. Il faut que chaque franc investi rapporte le plus possible.

La concurrence laisse donc tomber son masque « individualiste » et montre sa véritable nature : elle n'est pas concurrence entre M. Dupont et M. Durand, mais concurrence entre capital et capital ; elle est loi de développement interne du Capital.

En même temps, cette concurrence s'exaspère et ses manifestations deviennent toujours plus brutales. Car d'une part le capital se concentre en « unités » toujours plus grandes et il est bien évident que la lutte entre deux trusts de matériel électrique est autrement lourde de conséquences que la lutte entre deux petits fabricants de chapeaux. D'autre part, l'accumulation du capital à l'échelle mondiale a déjà atteint un niveau tel qu'il se multiplie de plus en plus difficilement et que la lutte entre les différentes « unités » de capital devient plus acharnée. Deux guerres impérialistes ont montré comment le capitalisme résoud provisoirement ces difficultés-là.

On comprend que cette concurrence toujours plus âpre, allant de pair avec la concentration toujours plus grande, oblige les gérants du capital à se préoccuper de la rentabilité globale d'unités de production toujours plus vastes. Finalement, l'Etat capitaliste, représentant de l'ensemble des intérêts capitalistes d'une nation, se trouve contraint de diriger de plus en plus directement toute la production nationale, et d'assurer ou de développer sa rentabilité globale, s'il veut tâcher d'éviter que la concurrence mondiale la précipite dans la ruine et le chaos.

En d'autres termes, l'Etat ca-

pitaliste doit tendre à transformer toute l'économie nationale en une seule énorme « entreprise » capable de défendre et d'imposer sa production contre ses rivaux. Et puisque c'est sous cette forme que les lois du capitalisme se manifestent au bourgeois, le directeur de cette super-entreprise se trouve placé devant la même obligation que le directeur de toute entreprise capitaliste : l'obligation de produire plus et meilleur marché.

Or, pour augmenter la production nationale et diminuer son « prix de revient », le capitalisme doit, d'une part, tendre à généraliser jusqu'au bout le mode de production spécifiquement capitaliste, c'est-à-dire réduire ou éliminer les entreprises de forme précapitaliste (artisanat, paysannerie, etc.) ainsi que les petites entreprises capitalistes. D'autre part, il doit exploiter plus durement le prolétariat, c'est-à-dire réduire toujours plus la fraction du produit total qui revient aux prolétaires. Voilà ce qui, en termes bourgeois, s'appelle « rationaliser » la production.

Dans cet effort pour rationaliser la production nationale, qui ne brime pas seulement le prolétariat et la petite bourgeoisie, mais aussi tel ou tel intérêt capitaliste particulier, la bourgeoisie essaie évidemment d'éviter que les heurts de classes ne prennent des formes vio-

lentes. Elle essaie d'obtenir des uns qu'ils appuient les mesures dirigées contre les autres, elle tergiverse, elle fait du réformisme ; mais finalement sa Raison s'impose et propose son Plan en bloc : planification du crédit et blocage des salaires, « rationalisation » des circuits de distribution et augmentation de la productivité du travail, élimination de la paysannerie par une agriculture capitaliste et syndicalisme d'Etat, investissements dirigés et austerité, etc. Bref, l'ensemble des mesures qui, aux variantes locales près, sont les mêmes partout, dans l'Allemagne nazie comme dans l'Angleterre « socialiste », la Tchécoslovaquie « communiste » ou la France « gaulliste ».

Bien entendu, les conditions économiques, sociales et politiques varient suivant les pays : cela est dû à la façon même dont le capitalisme s'est développé. Lorsqu'on s'occupe d'un pays ou groupe de pays particulier, il faut certes tenir compte de ses conditions particulières. Mais ne nous attachons ici qu'à la tendance générale qui, à travers les avances et les reculs, est la même partout.

Et partout, ce Plan du Capital peut être parfaitement résumé par l'appellation « national-socialisme ». Il est regrettable qu'une sensiblerie démagogique empêche ses représentants de lui donner ce nom.

LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE

Si l'on regarde maintenant à droite et à gauche les textes des partisans d'une planification « démocratique », on est frappé par leur apparente diversité. Il n'y a là, d'ailleurs, rien d'étonnant : si la planification doit être démocratique, il faut bien que chacun la voie à sa façon. Et on a l'impression qu'il est impossible de combattre cette hydre aux millions de têtes. O force de la Démocratie !

Mais derrière la fiction démocratique se trouve la solide réalité des rapports de classes. C'est elle qui nous permet de démêler ce fatras et de dégager les constituants principaux qui, dans des proportions variées, forment le fond de toutes les « Planifications démocratiques ».

Tout d'abord il faut remarquer que la Gauche démocratique ressent et exprime aussi nettement que le Fascisme la nécessité capitaliste de « planifier » et qu'elle assigne exactement les mêmes buts à sa planification.

Ainsi, selon le document élaboré par la Section économique du Comité central du P.C.F. (« France Nouvelle », 17 avril 1968) : « S'appuyant sur la maîtrise des principaux instru-

ments de politique économique, sur le large secteur public et nationalisé, le plan démocratique aura pour fonction primordiale d'intégrer les objectifs et les moyens, d'établir leur compatibilité, de fixer les priorités et les étapes... C'est avec les paysans, les commerçants, les artisans, les petits et moyens entrepreneurs que doivent être résolus les problèmes d'adaptation et définies, si cela est nécessaire, des formes nouvelles de relations économiques... La nationalisation et la gestion démocratique des secteurs vitaux de l'économie du pays ouvrent de grandes perspectives à l'intensification nécessaire des relations économiques extérieures... Elle permet d'élever la productivité des productions nationales essentielles... Elle donne ainsi le moyen d'assurer l'indépendance nationale... Il est indispensable, dans l'intérêt national, comme dans celui de la paix, de rechercher les solutions qui étendraient, par principe, à tous les pays capitalistes, socialistes et du Tiers-Monde, le bénéfice des échanges... »

Que signifie alors l'adjectif « démocratique » que la Gauche accole à l'expansion économique, à l'indépendance nationale, à l'exploitation des pays sous-développés, etc... ? Il traduit en gros trois choses différentes que nos démocrates mélangent soigneusement.

D'abord, il traduit la résistance de la petite bourgeoisie à l'offensive du grand capital. La nécessité croissante de la planification devient si évidente, que même le petit bourgeois s'en rend compte. Quand il n'arrive pas à vendre ses produits, même le paysan français, l'homme le plus individualiste du monde, se « syndique » et se met à réclamer qu'on organise et qu'on planifie : qu'on lui planifie ses débouchés, bien entendu.

En général, ce que réclame la petite bourgeoisie, c'est qu'on

planifie sa survie. La « dureté des temps » l'oblige à renoncer au libéralisme individualiste qui la tue, et à rêver de Planification, d'une planification « démocratique » des petits, elle aussi individualiste, naturellement, et qui exprimerait et défendrait leurs intérêts individuels.

Cette aspiration est évidemment tout à fait chimérique. Même si le capital est parfois amené à faire des concessions à la petite bourgeoisie — qu'il ne demande pas mieux que de ménager quand il le peut — il a beau jeu de lui démontrer en théorie et en pratique l'incohérence d'une telle revendication. Qui veut la fin, veut les moyens n'est-il pas vrai ? Eh bien ! Qui veut vendre, doit produire meilleur marché que les autres. C'est très simple, et il n'y a même pas à invoquer la « complexité du monde moderne » ou autres découvertes de la sociologie.

Elle est de plus réactionnaire, au sens propre du terme : la petite bourgeoisie voudrait au fond supprimer ce grand capital qu'elle a produit elle-même et recommencer du début l'accumulation capitaliste — c'est-à-dire annuler l'apport historique du capitalisme, la socialisation de la production.

Utopique et réactionnaire cette revendication est pourtant normale, et on a même envie de dire « honorable », dans la bouche de la petite bourgeoisie : celle-ci tente désespérément de défendre son existence en tant que classe. Mais elle devient parfaitement ignoble lorsqu'elle est reprise par des partis qui se prétendent prolétariens.

En second lieu, la ferveur « démocratique » de nos planificateurs traduit un besoin du grand capital lui-même.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Pour que la planification

PERMANENCES A MARSEILLE

Vendredi 13 septembre

Vendredi 27 septembre

de 17h.30 à 20h.

au siège du journal

7, cours d'Estienne d'Orves

(4^e étage)

LECTEURS ET SYMPA-

THISANTS PEUVENT Y

PRENDRE CONTACT

AVEC NOUS.

Suite de la page 3

réussite, il faut en effet que la bourgeoisie règne en maître incontesté. Or si la petite bourgeoisie peut rouspéter, et créer tout au plus des difficultés, elle ne peut en aucun cas renverser la domination du capital. La seule classe révolutionnaire capable de détruire complètement l'ordre bourgeois, c'est le prolétariat. Par la violence et par la douceur la bourgeoisie cherche donc à obtenir la soumission du prolétariat : il faut qu'il renonce à agir comme *classe révolutionnaire*, qu'il ne cherche pas à sortir du cadre de la société bourgeoise, et se contente à la rigueur, et le moins possible, de défendre ses intérêts de *catégorie sociale* de cette société.

Afin d'éviter que « l'austérité » et l'exploitation croissante inhérente à la planification capitaliste ne fassent découvrir aux prolétaires l'opposition absolue de leur intérêt à celui du capital, tous les bons chiens de garde lui répètent à satiété qu'au fond, ses intérêts sont les mêmes que ceux « bien compris » du capitalisme ; qu'il n'y a aucune contradiction, « au contraire », entre la satisfaction de ses « légitimes revendications » et les nécessités de « l'expansion économique » ; que tous les « objectifs sociaux » vers lesquels il peut tendre, il lui est possible de les réaliser au sein même de la société capitaliste. Cela, grâce à une bonne planification « démocratique », une planification conforme non plus à l'intérêt « privé » des trusts, mais à l'intérêt « public » de toute la nation.

Bien plus, ils expliquent aux prolétaires que la possibilité même de satisfaire leurs « aspirations » dépend de la bonne organisation et de l'expansion de l'économie capitaliste ; qu'ils doivent donc se soumettre à ses impératifs, en faire leur affaire, et collaborer activement au grand œuvre.

Cette théorie, qui veut enchaîner le prolétariat au développement de l'économie nationale, lui faire réclamer lui-même sa propre exploitation dans « l'intérêt général du pays », vise à l'empêcher non seulement d'être révolutionnaire, mais même de résister à son exploitation croissante, de défendre ses intérêts immédiats les plus élémentaires, dans le cas où la Gauche viendrait au Gouvernement.

Qu'elle s'avoue fasciste ou qu'elle se proclame « démocratique », « socialiste » ou « communiste », cette théorie n'est autre que celle de l'Union sacrée. De l'Union sacrée à perpétuité, plus infâme encore que l'Union sacrée de guerre, qui se prétendait provisoire. La nouvelle Union sacrée se présente ouvertement comme *permanente* et *éternelle*, comme l'adhésion définitive du prolétariat à l'intérêt du capital national dans la guerre économique permanente, ce qui implique son adhésion à la guerre militaire, qui n'en est qu'un cas particulier.

Après s'être fait tirer l'oreille pendant quelque temps le P.C.F. est devenu lui aussi, comme on sait, un apôtre convaincu de la « planification démocratique ». Rien d'étonnant à cela : pour ce qui concerne l'Union sacrée, il n'a vraiment de leçon à recevoir de personne, lui qui, dès son Congrès de 1947, s'enorgueillissait déjà de « Deux années d'activité pour la Renaissance Economique et Politique de la République Française ».

Ainsi, dans toutes les planifications démocratiques, nous avons reconnu jusqu'ici, mélangées dans des proportions diverses, deux composantes : *la traduction des aspirations petites bourgeoises* (qu'elle soit expression sincère, flatterie démagogique, ou les deux à la fois), et *l'adhésion à l'intérêt national du capital*. Il nous reste à examiner maintenant le troisième facteur de la planification démocratique, celui qui est le plus insidieux et peut-être le plus dangereux, parce qu'il vise à émasculer d'avance tout mouvement révolutionnaire.

(à suivre)

Plus que la « désapprobation » de l'intervention russe en Tchécoslovaquie, à propos de laquelle presse de droite et presse de gauche se disputent pour savoir si la position du P.C.F. était ou non sincère, c'est l'attitude adoptée par ce parti à l'égard de l'agitation sociale en France de mai-juin dernier qui se sera avérée la plus significative du vrai rôle social de cette organisation.

Cette « réintégration dans la communauté nationale », sur laquelle les uns et les autres en sont encore à s'interroger est en réalité un fait accompli depuis trois bonnes décennies. S'il a fallu autant d'années pour que des ouvriers, encore en nombre limité d'ailleurs, commencent seulement à soupçonner la chose, c'est tout simplement parce qu'il n'y a pas de meilleure pierre d'achoppement du rôle de classe d'une organisation politique que l'épreuve de la lutte de classe elle-même. Or cette lutte, qui, avec les journées de mai-juin 1968, semble appelée à renaître dans les pays capitalistes développés, n'est que tout au début de son réveil après une longue phase de dépression et de démoralisation du mouvement ouvrier mondial. C'est un réveil pourtant qui aura au moins réussi à sensibiliser nombre de jeunes sur la signification sociale des symboles qu'a adoptés, il y a bien longtemps déjà le parti que, jusqu'à hier, ces mêmes jeunes suivaient avec une confiance aveugle.

En mai-juin dernier, Jacques Duclos, secrétaire général du Parti communiste français a prononcé une phrase qui, sur ce thème, en dit plus long qu'un grand discours. Il a déclaré qu'au cours des événements, il avait eu « le cœur serré en voyant flotter le drapeau noir », ajoutant que ce n'était là que le « drapeau du désespoir ». La vérité c'est que M. Duclos y a vu le drapeau de la *révolte* et c'est cela qui l'a atterré. Il est bien vrai que l'anarchisme et le marxisme se divisent inexorablement sur les méthodes et les buts de la révolution ; mais ce sont deux écoles *révolutionnaires* et Lénine, lorsqu'il polémiquait contre les canailles corrompues de la social-démocratie, tenait à réhabiliter l'esprit subversif des libertaires, même s'il fustigeait sans pitié leur refus de la dictature du prolétariat.

En vérité le fait que le P.C.F. refuse lui aussi, quoique pour des raisons toutes différentes, cette même dictature du prolétariat montre bien que ce qui l'opposait aux folkloriques anarchistes de l'agitation étudiante et à cette agitation en général n'était en rien une question de choix dans l'usage des méthodes subversives. Pour être en désaccord sur les *moyens* de la révolution, encore faut-il être d'accord sur le principe de la révolution elle-même. Ce qui, en mai, opposait les « enragés » et leurs détracteurs « d'extrême gauche », c'était en réalité tout ce qui sépare la *révolte* du *conformisme*. Sur ce point, avant même toute analyse politique les *reflexes* du P.C.F. ont été profondément significatifs. Ce furent des réflexes de *petits-bourgeois* et c'est ce phénomène qui mérite explication ; ne serait-ce que pour écarter les thèses trop faciles du « dogmatisme », de la « cécité politique », de la « sclérose bureaucratique », grâce auxquelles se sont dérobés, même aux yeux des lutteurs les plus enthousiastes de mai-juin, le fait crucial du siècle et la cause directe de leurs déboires « révolutionnaires » : le passage déjà ancien de toute l'organisation du prolétariat au service de la classe ennemie.

De ce fait évident que les classes sociales ne disposent pas d'autre moyen de défendre leurs intérêts que de les exprimer à l'aide de partis politiques bien déterminés, il faut bien se garder de déduire une *conformité* nécessairement rigoureuse et durable entre les étiquettes arborées par ces partis et les intérêts réels qu'ils servent. Bien au contraire, il faut savoir que le capitalisme dans sa phase actuelle totalitaire ne conserve une stabilité relative que par le « double-jeu » de formations politiques qui se réclament du « socialisme » mais jouent en réalité le jeu du capital.

Cette *dégénérescence* des partis ouvriers, dont les deux manifestations successives constituent, depuis

UN PARTI PETIT - BOURGEOIS

plus d'un demi siècle, toute la trame de l'histoire sociale, prend obligatoirement deux aspects, l'un politique, l'autre social. En ce qui concerne le Parti communiste français, sa dégénérescence politique survint à la suite d'une terrible défaite de la classe ouvrière internationale, que la capitulation idéologique de ses organismes dirigeants transforma en déroute totale. Mais la transformation sociale de ce même parti fut aussi le résultat à longue échéance de son impuissance spécifique à échapper à une tradition historique et à une pratique politique qui n'étaient pas caractéristiques du prolétariat mais des diverses catégories sociales de la petite bourgeoisie. Sur le plan *politique*, une tactique malheureuse de « front unique » avait conduit l'Internationale communiste à tenter un « noyautage » de la social-démocratie opportuniste qui ne convertit nullement celle-ci au communisme mais contamina à son contact les partis communistes récemment créés. Mais comme, sur le plan *social*, l'opportuniste social - démocrate n'était que le camouflage sous étiquette « ouvrière » des illusions mesquines et de la veulerie des *classes intermédiaires* entre bourgeoisie et prolétariat, ce nouveau divorce entre l'étiquette des partis communistes et le contenu social de leur politique les mettait pratiquement à la remorque de ces mêmes classes moyennes et dans une situation historique où elles sont vouées au rôle le plus infâme. Dans la décennie 1917-1927, la contre-révolution avait triomphé à l'échelle mondiale de l'impulsion internationale donnée par l'Octobre russe et les classes moyennes, qu'elles fussent amenées à faire le coup de feu dans la rue contre les ouvriers - c'était alors le *fascisme* - ou qu'elles viennent démocratiquement au pouvoir - et c'était alors le *Front populaire* destiné à désarmer et à corrompre le prolétariat au nom du « progrès social » - ne pouvaient remplir qu'une seule fonction : celle de *chien de garde du capital*.

Telle devait être aussi, fatalement, la fonction dévolue aux partis politiques qui, au défi de leur composition sociale ouvrière, modéraient progressivement leurs principes et leur idéologie sur ceux de ces classes méprisables, éternellement partagées entre une envie impuissante à l'égard du grand capital qui les presse et la haine du prolétariat dont elles redoutent l'action révolutionnaire. Tel fut le rôle des partis socialistes après la première guerre mondiale et celui des partis communistes après la seconde. Tel est plus que jamais le rôle du P.C.F. actuel que trahissent ses réflexes dans une période comme celle de mai-juin dernier. La classe dont ce parti a épousé jusqu'à la psychologie est ainsi faite qu'elle érige en norme éternelle de la société ce qui n'est que sa propre condition économique et sociale, croit continuellement que c'est pour y porter atteinte que le grand capital « provoque » la classe ouvrière et que celle-ci, sottement, se laisse prendre à cette provocation jusqu'à rendre - suprême folie, aventure sans nom - *coup pour coup* ! Rien d'autre que cette lancinante idée de *boutiquiers* dans les invectives répétées par le P.C.F. et la CGT à l'adresse des « gauchistes » de mai-juin. Pas d'autre mobile à leur langage que la hantise éternelle du petit-bourgeois : une peur panique que *capital* et *salariat*, en dépit de tous les programmes de « démocratie véritable », ne finissent par en venir réellement *aux mains* !

Pour expliquer cette évolution monstrueuse, qu'on nous permette d'invoquer des causes passablement lointaines. La classe ouvrière, dès son apparition sur la scène historique, s'est vigoureusement dressée contre ses exploiters en formulant un programme décisif d'abolition de cette exploitation. Elle n'en a pas moins subi, après chaque rébellion malheureuse, l'influence croissante de l'idéologie propre à ses maîtres par la voie d'une « courroie de transmission » toute naturelle : l'*intermédiaire* de la petite-bourgeoisie. L'influence de cet intermédiaire a été particulièrement profonde en France où le prolétariat embryonnaire a été étroitement mêlé aux luttes de la bourgeoisie contre l'Ancien régime. La révolution française, disait Marx, est une

révolution *bourgeoise* accomplie à la manière *plébéienne*.

Sur le caractère *plébéien* d'une révolution *bourgeoise* germèrent deux conceptions erronées de « socialisme ». L'une, chère à Bakounine, était celle de la révolution dont le peuple a été « frustré », et elle a, bien ultérieurement, engendré celle de la démocratie à continuellement « perfectionner »... ou « rénover ». L'autre voulait faire de 1789 la « révolution modèle » dont devraient s'inspirer toutes les révolutions et a abouti, beaucoup plus tard également, aux « voies nationales » du socialisme, qui ne sont jamais que fidèles reproductions de ce système parlementariste dont la France a réalisé dans l'histoire le premier schéma. C'étaient à l'origine, sous le drapeau noir et sous le drapeau rouge, deux expressions parallèles du révolutionnarisme *petit-bourgeois*. Du moins, et n'en déplaise à M. Duclos, elles n'allèrent jamais jusqu'à « réconcilier » leur emblème respectif avec la bannière tricolore de la bourgeoisie. Cette tâche était réservée à des sots comme Lamartine... ou à des renégats comme les « communistes » actuels.

« Liberté » et « Démocratie », auxquelles des précurseurs honnêtes mais fumeux assimilaient trop facilement leur conception de l'émancipation sociale, conservaient en effet, à cette époque-là, une certaine résonance révolutionnaire et leurs défenseurs, en tout cas, étaient des *insurrectionnalistes*. N'en est que plus ignoble la tâche qui consiste à raviver l'éclat fané de la révolution bourgeoise pour étouffer la flamme de la révolution prolétarienne à venir, à utiliser le prestige éteint d'une démocratie révolutionnaire tout à fait morte pour valoriser le système d'oppression, de crime et d'exploitation qui se perpétue sous ce même terme inchangé. Sur le parti qui, avec une persévérance criminelle, a poursuivi cette œuvre durant plus de trente années et a inoculé profondément le poison de l'idéologie bourgeoise aux masses de salariés, un seul jugement peut être porté : *il n'a plus rien de commun avec le prolétariat*, c'est-à-dire avec la classe qui a payé d'un énorme tribut de sang le droit de rejeter et de maudire tout ce qui, de près ou de loin, se rattache à l'histoire, aux faits d'armes, au drapeau de la bourgeoisie.

L'intérêt national ? Intérêt capitaliste ! La démocratie ? Dictature du capital ! Ses significations indélébiles, la classe ouvrière les a découvertes au prix d'une expérience terrible et meurtrière.

Le délire de l'autogestion

(Suite de la page 2)

dans le camp ouvrier, ni le syndicat, ni le parti socialiste (le P.C. italien n'est pas encore né) ne veut affronter la question fondamentale de la *prise du pouvoir*. Lorsque Pablo écrit qu'en mai les travailleurs « devaient rejeter la grève passive et l'occupation passive des lieux pour passer à l'autogestion » et « qu'à partir de ce moment-là on franchit automatiquement une étape pour accéder à un niveau de lutte qualitativement supérieure qui ouvre largement la *nécessité* et par conséquent la *perspective* également du pouvoir », c'est l'expérience historique qui s'inscrit en faux contre ses assertions. Il n'y a pas de passage automatique dans un processus qui, à chaque échelon, suppose l'intervention consciente et volontaire du parti de classe armé d'un programme autrement rigoureux que celui des autogestionnaires.

« C'est par l'autogestion que se pose et se réalise la lutte pour le pouvoir - écrit encore Pablo - car l'autogestion, même limitée au début aux seuls lieux de travail, signifie abolition pratique du pouvoir capitaliste ». Cela abolit simplement le pouvoir du *patron*, avons-nous vu, et non pas celui du *capital*. Mais nous savons pourquoi Pablo, et tous les autres trotskystes d'ailleurs, tient si fort à l'*automatisme* qui doit conduire de l'autogestion à la prise du pouvoir. Il nous en donne lui-même la raison : « il n'est pas nécessaire de conquérir préalablement le pouvoir pour lutter pour l'autogestion ». C'est-à-dire :

Mais le drame du prolétariat français c'est qu'après avoir vérifié par sa propre histoire, les thèses fondamentales du « Manifeste communiste », il n'est jamais parvenu à les conserver et à les faire sien. Les journées de juin 1948, la Commune de Paris : deux pages qui, à elles seules, rentrent dans le secret de la nécessité et des moyens de réalisation de la révolution communiste. Elles ont pourtant laissé exsangue la classe qui les a écrites et il a fallu, en France, attendre près de vingt ans après le sacrifice des Communistes pour qu'apparaisse, encore timide et fragile, un courant politique s'inspirant directement du marxisme et rompant délibérément tant avec les illusions libertaires qu'avec les préjugés jacobins. Encore cette tentative ne survécût-elle pas à l'irrésistible vague opportuniste qui transforma la Seconde Internationale socialiste en une fédération de partis réformistes, électoraux, petits-bourgeois. Il faut souligner d'ailleurs que cette dégénérescence, bien qu'elle fut générale, prit trait pour trait un visage spécifiquement français.

Ce n'est pas sans raison que les actuels maîtres à penser du PCF aiment à se référer à la figure la plus représentative du « socialisme français » : Jaurès. Ils ne pourraient trouver meilleure illustration nationale, toute droite issue du souvenir de la plèbe de 1789 et des sans-culottes, de ce socialisme petit-bourgeois dont ils sont aujourd'hui les plus puissants représentants et qui prétend concilier l'humanisme et la rigueur scientifique de Marx, la démocratie représentative et l'émancipation des exploités. Mais même Guesde, le marxiste, « l'orthodoxe », finit lui aussi par succomber au préjugé commun ; ne préféra-t-il pas un jour cet « argument » aberrant : la phrase du « Manifeste », selon laquelle les prolétaires n'ont pas de patrie n'est plus vraie depuis que ces derniers ont conquis le *suffrage universel* ?

Messieurs les « rouges » devenus les assoiffés du tricolore on vous donnera *quittus* sur ce point : quand vous affirmez que la classe ouvrière est « hérière des valeurs nationales », quand vous revendiquez les emblèmes patriotiques, quand vous décernez à votre chef défunt le titre « d'enfant du peuple », vous êtes bien dans la tradition nationale du « socialisme français ». Mais c'est une tradition qui est née de l'écrasement du prolétariat parisien en 1871 ; une tradition de stérilité théorique et de confusion doctrinale, une tradition d'impuissance à saisir le fondement de la nature révolutionnaire du prolétariat qui n'est tel que parce qu'il n'a rien à perdre dans la société bourgeoise et qu'à vouloir le doter de la culture, de l'idéologie des classes moyennes, on le voue à l'irrésolution, à la sottise et à la lâcheté propres à ces classes.

(A suivre)

pas question de dictature prolétarienne comme condition du socialisme, pas de rôle de dirigeant dévolu au parti pour la guider. Un simple *grignotage économique* des prérogatives sociales de la bourgeoisie, voilà la voie originale de ce socialisme.

Une critique purement académique ne manquerait pas d'y relever une banale transposition du schéma classé de la révolution capitaliste qui pouvait se borner à sanctionner politiquement une suprématie économique déjà conquise par la bourgeoisie au sein du système féodal. En réalité il ne s'agit pas de cela, mais de l'incorrigeable immédiatisme des trotskystes qui, lors de chaque agitation, découvrent la perspective du « double pouvoir ». Quand les illusions de mai seront dissipées, il conviendra bon gré mal gré de se remettre à l'école des faits, de se fonder sur l'expérience réelle des luttes passées, de se convaincre que toute tactique révolutionnaire suppose en premier lieu un parti dont l'armement théorique ne réside pas dans un retour ridicule aux conceptions pré-marxistes que l'histoire même du mouvement prolétarien a définitivement condamnées.

LECTEUR,
ABONNE-TOI !
SOUSCRIS !

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{III})

Distribué par les N.M.P.P.